

LA RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT (R&D)

SOUFFRE AUSSI DE LA LIBÉRALISATION DES MARCHÉS DE L'ÉNERGIE

L'arrivée de nouveaux acteurs avec la libéralisation des marchés de l'énergie a affaibli les grandes entreprises de l'énergie et tout particulièrement leur recherche.



Ces nouveaux acteurs de l'énergie parasitent le système et captent des marges sans endosser de risques. Conséquence : moins de moyens financiers pour les grandes entreprises de l'énergie, ce qui se répercute en baisse des budgets et effectifs de R&D. Cela est vrai partout ! Engie a vu son centre de recherche du Landy (93) se vider petit à petit en deux décennies. La Direction des Études et Techniques Nouvelles (DETN) de Gaz de France regroupait un millier de salariés en 2000 : elle n'en compte plus qu'une grosse centaine aujourd'hui... avant son déménagement. À EDF R&D c'est aussi une baisse régulière depuis des années : les effectifs sont passés de 2 700 dans les années 2000 à 1 800 aujourd'hui. Le CEA reste le plus gros acteur de la recherche dans le domaine des énergies et de l'innovation technologique. C'est la R&D dans le domaine nucléaire, jadis l'épine dorsale de la recherche du CEA, qui est aujourd'hui dans le collimateur, entraînant baisses budgétaires et préoccupations de court terme. Pour preuve, l'abandon d'ASTRID, réacteur prototype de IV^e génération, dont les perspectives, repoussées à la fin du siècle, sont considérées comme trop lointaines pour EDF, en l'absence de tension sur le combustible.

Peu ou pas de recherche chez les nouveaux acteurs

Souvent, les nouveaux venus sur les marchés de l'électricité et du gaz font beaucoup de communication, prennent des participations financières dans des projets réputés innovants (en fait finalisés), mais mènent très peu de recherche en propre. Et cela reste pour partie vrai pour de

La recherche nécessite des années de travail pour acquérir des compétences

très gros acteurs comme Total, qui débauche parfois des chercheurs formés chez ses concurrents.

Que deviendrait la R&D intégrée d'EDF, où toutes les compétences et domaines sont rassemblés, si l'entreprise venait à être découpée, comme l'envisage le projet financier Hercule ? Sachant que ce modèle intégré est déjà bien écorné, puisqu'il est interdit à EDF R&D de travailler pour la filiale RTE du fait de la séparation EDF/RTE liée à la dérèglementation.

Même si certaines activités bénéficient d'un coup de pouce (mobilité, stockage, solaire, hydrogène...), cela est loin de compenser la baisse générale des budgets de recherche, alors que les enjeux, comme le réchauffement climatique, sont primordiaux.

Face à cela, on assiste régulièrement à des regroupements de différents acteurs sur quelques sujets phares. Par exemple, l'Institut photovoltaïque francilien (IPVF) regroupe EDF et Total, mais il est en compétition avec celui du CEA à l'INES... sans qu'aucun des deux ne fasse le poids face à la Chine !

L'organisation en projets au détriment du travail de fond

Que de temps perdu à chercher des financements, faire du reporting, communiquer, manager la recherche... Beaucoup de tertiaire diffus, peu de latitude laissée aux chercheurs... et moins de temps pour véritablement travailler. Ce sont finalement des chercheurs non-statutaires, des stagiaires, CDD, CDI-chantiers, thésards qui assument une bonne partie du travail technique. Le chercheur statutaire devient donneur d'ordre, chasseur de contrats de recherche et ce faisant appauvrit inexorablement son expertise technique. La précarisation du métier de chercheur s'accroît, dissuadant les meilleurs jeunes d'aller vers la recherche.

La recherche, notamment la recherche amont, censée amener des ruptures technologiques, perd son statut d'excellence, ignorant qu'il faut des années de travail continu pour acquérir des compétences, des réseaux, de l'expérience... ce qui est impossible avec des contrats de courte durée. Mais en R&D aussi, la reconnaissance du travail est insuffisante. Les conséquences en sont que nombre de chercheurs vraiment compétents et motivés partent ailleurs ou se résignent à changer de « métier », en glissant vers des métiers de chef de projet ou de manager.

Trop de faire-faire nuit aux compétences pérennes

Les entreprises cannibalisent aussi de plus en plus la recherche publique, fort mise à mal par les réductions récurrentes de budget. Quels moyens pour la recherche fondamentale qui sera à l'origine des innovations de demain ? Cela ne viendra certainement pas des start-up, pourtant très à la mode, qui sont une sorte d'externalisation à courte vue, pour des coups uniques et sans lendemain pour la recherche. Là aussi ce système atteint ses limites car la dérèglementation a accentué le court terme au détriment du moyen et long terme ! Ces investissements dans les start-up sont faits sans prise de risque scientifique pour les entreprises, car les services ou technologies visés sont généralement très proches de la maturité. Ce sont les salariés qui portent les risques économiques alors que le retour sur investissement est quasi immédiat pour les entreprises. Or une activité de R&D se construit sur le moyen et long terme.

Avec un pilotage en multiples projets, la recherche fonctionne beaucoup trop en silos et de façon discontinue. Cela ne permet pas le rassemblement de compétences spécifiques, de différentes natures, afin de constituer la masse critique pour s'attaquer à des sujets de recherche d'une complexité supérieure. La tendance est aussi à supprimer les laboratoires dans les entreprises pour utiliser ceux de la recherche publique, pour réduire encore et toujours les coûts... Ce sont pourtant par des collaborations d'égal à égal que les sujets avancent et l'innovation masque souvent des résultats de recherche anciens de plusieurs années, basés sur la construction patiente de compétences scientifiques et d'expérimentations. Les délocalisations se développent aussi vers des laboratoires dans les pays étrangers (Chine, Brésil, Pologne...), faisant d'une pierre deux coups : un coût salarial abaissé et la chasse aux subventions des pays accueillants. Là aussi, ce sont des collaborations réciproquement avantageuses qui devraient être visées.

Au moins 3% du PIB pour la R&D

La CGT milite pour porter l'effort de recherche publique et privée à 3 % du PIB afin de rebâtir notre industrie. Mais en tenant compte des enjeux spécifiques, cela devrait être encore plus dans le domaine de l'énergie, pour élargir les champs d'études à tous les enjeux et pas seulement à ceux qui sont susceptibles d'être immédiatement rentables. Renforcer le R de la Recherche, travailler sur l'anticipation et la prospective... la R&D ne doit pas être qu'un prestataire qui répond aux sollicitations « one shot » (ponctuelles), souvent dans l'urgence, ou réaliser le travail d'autres Directions que leur propre manque d'effectifs les empêchent de mener... Car personne ne travaillera sur la recherche à la place des personnels de la recherche.

La recherche fonctionne beaucoup trop en silos et de façon discontinue